

Ces 4 réformes qui vaudraient VRAIMENT le coup (elles...) de passer par la case blocage du pays



En ce jour de blocage du pays, Marc de Basquiat, Jean-Philippe Delsol, Philippe Charlez et Gaspard Koenig présentent les réformes qui mériteraient vraiment d'avoir lieu, malgré les récriminations et manifestations qui pourraient avoir lieu.

Avec Philippe Charlez, Gaspard Koenig, Marc de Basquiat, Jean-Philippe Delsol

Un big bang fiscal et social (Marc de Basquiat)

En 20 ans de pédagogie en faveur d'une simplification drastique de l'impôt sur le revenu ainsi que des aides sociales et familiales, un constat troublant m'a progressivement envahi : les opposants les plus résolus à cette proposition éminemment démocratique sont généralement ceux qui vivent de la complexité. En cette journée de « blocage du pays », j'imagine ce que serait un défilé d'opposants à un projet gouvernemental remplaçant l'impôt sur le revenu, le RSA, les complications inutiles de la fiche de paye et une vingtaine d'autres dispositifs incompréhensibles.

Cette manifestation inédite mettrait côte à côte des avocats fiscalistes, des experts-comptables, des militants anti-capitalistes, des nostalgiques du plein emploi des années 1970, des gestionnaires de prestations sociales, de syndicats ou d'associations caritatives... Leur point commun : tous s'inquiètent de l'avenir de leur engagement personnel dans une France brutalement débarrassée de milliers de textes de lois obscurs, inutiles ou pervers, dont ces opposants ont oublié qu'ils empoisonnent la vie quotidienne de millions de citoyens.

Le gouvernement confronté à cette fronde rappellerait à longueur d'interview les vertus d'une formule unique d'impôt négatif applicable chaque mois à tous les citoyens : 500 euros pour chaque adulte, 200 à 250 euros pour chaque enfant mineur, dont on déduit une flat tax de 30 % sur tous les autres revenus. Même si cette formule fiscale simple et uniforme est calée sur la moyenne de la redistribution française actuelle, les idéologues de gauche la refuseraient car elle n'alourdit pas la contribution fiscale des 1 % les plus riches du pays et les conservateurs de droite dénonceraient une formule trop généreuse à l'égard des éternels assistés, confortés dans leur paresse congénitale.

Une belle manif, oui !

Une remise en cause du statut de la fonction publique (Jean-Philippe Delsol)

Il y a 5,8 millions de fonctionnaires, sans parler des emplois dans les structures d'Etat. Sur les 5,8 millions de fonctionnaires, il faut distinguer entre les fonctionnaires d'Etat, ceux des collectivités territoriales et ceux dans la fonction hospitalière.

Bien évidemment qu'il faudrait qu'il y ait moins de fonctionnaires, mais le véritable problème est le statut de la fonction publique. Les employés bénéficient d'un statut particulier dans l'hôpital public par exemple alors même qu'ils font les mêmes tâches que certains dans le secteur privé (comme les infirmières dans les cliniques).

Ils sont engagés à vie et ont de l'avancement dans leur carrière, qui se fait sans même grande reconnaissance du métier. Ces gens-là n'ont aucune incitation à travailler mieux et plus.

Le statut de la fonction publique empêche de mesurer les véritables besoins, car on a une masse de salariés qui est là à vie. Dans une entreprise, on se sépare des gens qui ne sont plus capables de suivre. Dans la fonction publique, le raisonnement ne tient pas. Le statut de la fonction public nuit par essence à la gestion de la fonction publique.

Il y a deux administratifs pour un soignant en France, alors qu'en Allemagne, il y a un quart d'administratifs pour trois quarts de soignants. Tout est centralisé en France, ce qui tend à la bureaucratisation. En Allemagne, il y a davantage de gestion autonome, voire une gestion financière autonome dans chaque région hospitalière.

Si on supprime le statut de la fonction publique, on pourra donner aux dirigeants des différents services une vraie responsabilité de gestion.

L'exploitation du gaz de schiste (Philippe Charlez)

L'exploitation du gaz de schiste, compte tenu qu'on a perdu quinze ans en Europe dans le nucléaire, pourrait être relancée. Pendant quinze ans, il va falloir trouver d'autres ressources pour faire face à l'augmentation de la production électrique, vu que les installations électriques remplacent petit à petit les installations thermiques.

Pour produire davantage, la solution de relancer des centrales à gaz est nécessaire.

Pour le moment, l'exploitation du gaz de schiste est interdite par la loi mais rien ne nous oblige à ne pas changer la loi. En France, il y a peu de gisements de gaz conventionnel alors que les gisements concernant le gaz de schiste avaient bien été identifiés. On pourrait profiter de la situation pour lever la loi de 2011 pour relancer l'exploitation du gaz de schiste. D'autant que le marché du gaz naturel liquéfié reste assez saturé et qu'on paye le GNL plus cher. En relançant la production domestique, le gaz auquel on aura droit nous rendra plus indépendants et celui-ci sera moins cher, ce qui est plutôt intéressant dans cette période inflationniste.

L'instauration d'un compte temps universel (Gaspard Koenig)

Je tiens à souligner qu'une bonne réforme est une réforme qui ne devrait pas susciter de contestation massive. Il est ainsi plus judicieux de faire une réforme systémique. Je regrette d'ailleurs que la réforme de la retraite à point n'ait pas abouti en 2018, car elle était plus simple mais aussi plus ambitieuse. Je pense qu'aujourd'hui en France, l'inertie technocratique est telle que toute réforme est devenue impossible.

Comme je le prône souvent, une bonne réforme est une réforme simple. En ce qui concerne les retraites, j'estime que le système actuel est trop compliqué, plus personne ne comprend ce qui est applicable ou non. C'est la raison pour laquelle je préférerais instaurer un système de compte temps. Dans une société où les individus ont parfois plusieurs activités professionnelles au cours de leur vie, il ne faut plus considérer la retraite comme un événement qui arrive en bout de course, mais comme du temps libre qu'on peut répartir de la manière qui nous convient le mieux. Via les cotisations, il serait possible d'accumuler des points dont la valeur dépend de paramètres démographiques et économiques. Chacun devrait pouvoir dépenser ces points quand il le souhaite, c'est à dire à 35 ans pour prendre soin de sa famille, à 50 ans pour avoir des aventures sportives que sa santé ne lui permettra plus de prendre par la suite, ou à 65 ans pour prendre sa retraite définitive. Travailler permettrait d'accumuler des points, et, en cas de pause, l'accumulation serait stoppée, tout simplement. Ces points seraient comparables à une « assurance temps libre » et se substitueraient aussi à l'assurance chômage. Ce système reste collectif, et n'empêche pas de mettre en place des mécanismes de solidarité. Surtout, il permet aux individus de gérer librement leur temps libre au cours d'une vie, car j'estime qu'on a tous besoin de moments de pause. Cela correspond mieux à notre société, car l'idée de travailler toute sa vie avant de s'arrêter brutalement reflète

un paradigme aujourd'hui dépassé. Les individus ayant eu plusieurs emplois, qui ont eu des vies compliqués, ne se retrouvent pas dans le marasme administratif qu'on l'on connaît aujourd'hui et ce système de contre temps permettrait de sortir d'un schéma très triste et disciplinaire, qui pousse à une standardisation non souhaitable de la société.